

De: **La logique du don: rencontre internationale "Femmes" Rome, 6-8 décembre 1996**, Laïcs aujourd'hui: Revue du Conseil Pontifical pour les Laïcs, 40, Cité du Vatican 1997.

Tour d'horizon

« En ce moment magnifique et dramatique de l'histoire » (*Christifideles laici*, 3), nous sommes appelés à décider qui nous voulons être et quel type de société nous voulons bâtir ». Mary Ann Glendon n'hésite pas à comparer ce choix auquel nous sommes aujourd'hui confrontés à celui des fils d'Israël au moment d'entrer en Terre Promise: « "(le Seigneur) propose vie et bonheur, mort et malheur" (*Dt* 30, 15). Il en va de même pour nous: nous pouvons contribuer à l'édification de la civilisation de la vie et de l'amour ou consentir à l'invasion de la culture de la mort... ».

Pour illustrer l'option vers laquelle s'orienter, Irina Ilovaïsky Alberti fournit des exemples d'un passé proche où la négation de la présence de Dieu dans la vie, la destruction de l'Eglise et de la famille ont conduit à la construction d'une civilisation au sein de laquelle la haine a remplacé l'amour. Mais au sein de laquelle les femmes sont parvenues à faire en sorte que ne s'éteigne pas la *tradition de foi* d'un peuple. Elle affirme:

« Au cours de la période soviétique, la femme, en ce qui concerne la famille, ne parvient pas à résister, elle n'en a pas la force, elle ne peut pas s'opposer à un Etat tout-puissant. Les signes de haine et de destruction disséminés avant la Révolution grandissent, se développent, deviennent quelque chose qui fait partie de la vie. La période soviétique en Russie est une période entièrement imprégnée de haine et, par conséquent, c'est une période de négation et de destruction. Dans la vie de la femme, une ère nouvelle com-

mence, une période nouvelle. La femme ne parvient pas à défendre la famille parce qu'elle ne peut pas résister à un Etat à l'intérieur duquel la famille est considérée comme un obstacle au nouveau régime, à la nouvelle société que l'on veut construire. L'idéologie totalitaire veut que l'enfant soit la propriété de la collectivité et n'admet aucune participation, aucun rôle actif de la famille, et encore moins de la mère. (En observant la Russie aujourd'hui, je dirais que si le

pays ne parvient pas à reconstruire la famille, il ne parviendra pas à reconstruire la société et ne parviendra pas à reconstruire sa propre humanité, une humanité qui a été blessée, offensée et, dans de nombreux cas, tuée, anéantie). En même temps, cependant, un phénomène extraordinaire se produit au niveau de la présence et du rôle de la femme dans la vie du peuple. Je me réfère à la résistance qu'opposent les femmes à l'assaut, à l'offensive menée contre la religion. La femme n'a pas réussi à sauver la famille, mais, dans bien des cas, elle a réussi à sauver, à préserver, un petit germe de foi et des souvenirs de la vie de l'Eglise. A un certain moment, on a beaucoup parlé des "babouchkas" russes, les grands-mères russes, qui ont été capables de préserver la foi chrétienne dans une situation où cette foi n'était pas seulement interdite, tournée en dérision, humiliée, mais considérée comme une activité criminelle. Croire était synonyme d'action subversive contre l'Etat, contre le régime. Par expérience personnelle, je peux dire qu'aujourd'hui, en Russie, il existe un bon nombre de personnes – autour de la cinquantaine, mais aussi plus jeunes – qui parlent de ce qu'a signifié pour elles la présence des grands-mères, qui parfois n'ont fait qu'évoquer la possibilité de croire, le fait que Dieu existe, que Jésus-Christ existe, et que la Mère de Dieu, très vénérée et très aimée, existe. D'autres fois, elles ont raconté quelques récits de l'Evangile ou transcrit à la main des passages entiers de la Bible pour les laisser à leurs enfants ou à leurs petits enfants. Dans de nombreux cas, quand on rencontre des personnes qui ont déjà découvert la foi ou qui sont en quête de foi, on découvre à un certain moment que quelque part dans leur vie, dans leur histoire, il y a une figure féminine (grand-mère, mère ou tante), une personne appartenant à une génération précédente, qui a peut-être transmis peu de choses sur le plan théologique et ecclésial, parce qu'elle ne le pouvait pas, mais qui a sûrement transmis le besoin de Dieu, le désir de le trouver, l'intuition qu'il y a Quelqu'un, l'espérance qu'il y a Quelqu'un, l'élan pour aller à la recherche de cette espérance. A mon avis, il s'agit d'un chapitre peut-être unique dans l'histoire de l'humanité et, en tout cas, extrêmement important en Russie et, par bien des aspects, à la base de ce qui pourrait bien être sa renaissance.

En parlant de la Russie, je parle d'une situation qui nous concerne tous. Et, dans cette situation je pense, et je suis même

convaincue, que la femme a un rôle de première importance à jouer. C'est elle qui peut faire renaître et reconstruire l'amour. Et s'il n'en va pas ainsi, rien n'advient. On nous parlera à l'infini de réformes économiques, d'économie de marché, de démocratisation, en somme on nous inondera de paroles plus ou moins belles, plus ou moins vraies, qui n'auront toutefois aucun sens et ne seront en aucun cas enracinées dans la réalité. Un très long chemin doit être parcouru et, en Russie, des femmes oeuvrent déjà dans cette direction. La renaissance d'une société civile en Russie ne peut être basée que sur la solidarité et, en fin de compte, sur l'amour – cette civilisation de l'amour dont nous parle toujours Jean-Paul II. Paroles admirables que les siennes qui, en Russie, quand elles y arrivent, connaissent un immense écho ».

Les méfaits de la négation du rôle de la famille posent la question de la survie des traditions familiales dans les civilisations où elles demeurent encore fortes, bien que menacées. Kathryn Hawa Hoomkwap se lance avec beaucoup de conviction dans une défense de la famille:

« Le rôle de la femme dans la société africaine, qui repose sur la famille élargie, est très important, parce qu'en Afrique la femme n'est pas seulement la mère de ses enfants, mais de tous les enfants qui vivent au sein de ce type de famille. Dans la famille élargie, on se soucie les uns des autres. Peu importent ses dimensions: ses membres protègent et se préoccupent de tout le monde, ils partagent tout et se soucient du bien-être des jeunes, des anciens et des malades. La femme africaine accomplit son rôle de mère avec une grande joie et une grande dignité, et l'absence d'enfants est pour elle un motif de grande souffrance. La vie d'une femme africaine mariée mais sans enfant est incomplète: la maternité élève sa position au sein de la famille et dans la société.

A l'intérieur des sociétés africaines, les enfants sont la richesse de la famille et on plaint les couples sans enfant, même s'ils sont riches matériellement. La naissance d'un enfant est un motif de grandes festivités familiales. La culture africaine ne met pas de limites au nombre d'enfants qu'une famille ou qu'une femme peut avoir, mais dans les sociétés africaines la paternité responsable est très pratiquée. Les femmes cherchent donc à espacer les naissances,

en prolongeant l'allaitement et en s'abstenant d'avoir des rapports sexuels.

Etant donné l'importance attribuée à la chasteté avant le mariage, on enseigne aux jeunes filles à ne pas se mêler aux garçons et, pendant la période des fiançailles, elles sont toujours sous la surveillance étroite des mères, qui sont blâmées si les filles n'arrivent pas vierges au mariage. La finalité de la pratique des mariages à un âge très jeune est précisément la tutelle de la chasteté des jeunes filles. Ces valeurs, ainsi que les normes qui en dérivent, tendent à limiter le nombre des grossesses en dehors du mariage et font de l'avortement une abomination.

Dans un monde toujours plus caractérisé par la surexploitation de l'habitat naturel, par la guerre et par la dégradation de l'environnement, les femmes qui *protègent la vie* devraient davantage faire entendre leur voix contre toutes les formes de violence, y compris la violence qui s'exerce à l'encontre des enfants non encore nés et celle que subissent les pauvres. Il suffit de penser aux gens qui vivent dans les zones rurales et où l'eau est polluée à cause du déversement des déchets industriels ou aux enfants qui ramassent les prophylactiques utilisés dans les hôtels et jetés dans des endroits qui leur sont accessibles, pour en faire des petits ballons...

Un mot, enfin, sur le concept de maternité spirituelle, applicable au travail de toutes les religieuses, infirmières, enseignantes, assistantes sociales et femmes consacrées qui travaillent pour protéger la vie, l'enrichir et l'anoblir sous toutes ses expressions. Un enfant est faible, incapable de se défendre et de pourvoir à ses besoins les plus élémentaires, il est ignorant. Il ne connaît ni sa culture ni sa religion. Il ne connaît pas son identité et a besoin d'être guidé pour apprendre à trouver sa route, d'abord dans le milieu où il vit, puis dans le monde. Dans ce travail de soin de la vie, d'enseignement, de guide, leur contribution représente une grande aide pour les familles ».

Hanna Suchocka fait appel à la famille, aux maris, à toute la société pour trouver des voies qui conduisent à un *meilleur équilibre entre travail et famille*.

« Il est très important que le travail des femmes hors de chez elles soit accepté par les autres membres de la famille et surtout par le mari. Pour les femmes, il est extrêmement lourd de remplir un double

rôle et cela peut être la source de tensions au sein de la famille. Le problème principal pour la femme est comment éviter la désagrégation de la famille à cause de son activité professionnelle ou politique.

Dans de nombreux pays, des efforts sont faits pour parvenir à l'approbation d'une loi sur la parité des droits entre femmes et hommes. Mais la loi sur la parité n'est qu'une solution formelle et pas toujours la meilleure. Car s'il n'y a pas d'accord au sein de la famille, les dispositions de loi demeurent des dispositions vides. Je ne minimise pas l'importance des dispositions légales et constitutionnelles sur le principe de la non-discrimination et de l'égalité, mais celui des droits spéciaux est un domaine très discutable. Par exemple: dans quelle mesure le "numerus clausus" ou les "quotas" aident-ils vraiment la femme à participer à la vie publique?

Etant favorable à l'activité professionnelle des femmes, je crois qu'une de nos tâches primordiales à tous est de faire en sorte de limiter les conséquences négatives du travail de la femme sur la vie familiale.

En Europe de l'Est, la structure du travail a changé après l'effondrement du communisme. Dans de nombreux pays, de réelles opportunités se sont créées pour lancer et développer des entreprises privées. Cela a offert de nouvelles possibilités aux femmes, naturellement aux plus actives d'entre elles, plus instruites et – important – ayant plus de 40 ans. Les femmes les plus jeunes trouvent du travail plus facilement et n'ont pas besoin de risquer en se mettant à leur compte. Les femmes plus mûres ont davantage d'expérience professionnelle et une plus grande disponibilité financière. En même temps, leurs enfants sont plus grands et laissent à leur mère le temps de s'occuper de leurs activités d'entrepreneur.

Un sondage réalisé en Pologne révèle que plus de 50% des femmes propriétaires de petites entreprises entendent développer leurs affaires et que seul un petit pourcentage prend en considération l'éventualité de les céder. Nous pouvons donc espérer que le nombre de ces entreprises féminines augmente toujours davantage et qu'elles se développent de manière plus dynamique. Les avantages de ce type d'activité des femmes ne sont pas encore suffisamment reconnus. Et pourtant, cela peut non seulement déterminer un "boom" économique, mais se révéler un excellent moyen pour limiter le chômage ».

La Table Ronde se poursuit par un débat d'où émergent les situations réelles dans lesquelles les femmes des différents pays doivent vivre et réaliser leur mission. Parmi les questions de grande actualité sur lesquelles l'attention s'est attardée figurent la pauvreté, le travail non rétribué, les quotas dans les instances officielles ou politiques et la violence que subissent les femmes, mais aussi celle à laquelle elles participent. Nous publions ci-dessous quelques extraits des interventions.

– *Sur la pauvreté*: « Dans mon pays, en Afrique, les femmes pauvres vivent dans la promiscuité, elles ont plus d'enfants et deviennent plus pauvres encore. Elles doivent affronter de graves problèmes parce qu'elles n'ont pas accès à une information appropriée, en particulier en ce qui concerne leur dignité et leur valeur. Égalité et dignité sont synonymes et les gens pensent que pour avoir une dignité il faut être comme les hommes. Par conséquent, les qualités féminines sont considérées comme un obstacle à la croissance des femmes ».

– *Sur le travail non rétribué*: « Comment mesurer la valeur du travail non rétribué des femmes? Comment faire en sorte qu'il figure dans les statistiques nationales et internationales, même s'il ne s'agit pas d'une activité rémunérée? ». C'est une femme de Tanzanie qui s'exprime ainsi, avant de poursuivre: « Le problème semble précisément venir de là. L'aspiration à un travail de bureau ou à entrer sur le marché du travail naît souvent d'un mépris du travail domestique, qui ne se réduit pas à l'absence de rétribution, mais qui en arrive à ne pas considérer cette activité comme un "travail". L'accès des femmes à toutes les professions ne doit pas se faire au détriment de la mise en valeur du travail domestique des femmes... ». Une Américaine (USA) affirme: « Quand je rencontre des femmes qui ont choisi de ne pas travailler hors de chez elles ou de rester chez elles pendant 5, 10 ou 20 ans, je me trouve en face de personnes qui réclament la reconnaissance de la contribution qu'elles apportent à la société ».

– *Sur la nécessité de faire un choix*. Une Argentine affirme: « Il faut poser avec force la question du discernement: comment discerner si notre vocation est de rester à la maison, de nous consacrer à plein temps au travail hors de chez nous, ou de jouer les équilibristes entre abnégation maternelle et service public? Comment discerner la volonté de Dieu sur nous? Je crois qu'il s'agit d'interrogations à poser dans la

catéchèse, dans la formation que fournissent les écoles catholiques, dans la formation que dispensent les institutions de l'Église. Dans ces contextes, dans quelle mesure le thème des nombreux discernements que doivent effectuer les hommes et les femmes est-il présent? À cet égard, il serait utile de recueillir et de partager les expériences de celles d'entre nous qui sont parvenues à concilier d'une manière ou d'une autre toutes ces tensions, qui sont parvenues à faire ces discernements ».

– *Sur les quotas*: « En Inde, le Parlement discute actuellement d'une loi visant à porter à 33% le quota féminin, mesure demandée par la plupart mais non par tous les groupes féminins. Personnellement, je me demande comment les femmes peuvent entrer en politique et réclamer l'égalité des droits tant qu'un quota n'aura pas été décidé. Jusqu'à aujourd'hui, d'ordinaire, les partis n'accordent pas aux femmes le droit d'occuper des positions importantes et lorsque cela arrive elles sont comme des marionnettes aux mains de leur mari et de leur parti ».

« Je crois que les droits et les devoirs des femmes constituent une revendication incontournable; nous retrouverons alors le thème de la présence des femmes et des quotas. En Italie, la règle du quota a été abolie parce que considérée comme un non-respect vis-à-vis des hommes. Or, lors des dernières élections, nous avons connu un effondrement de la représentation féminine au Parlement ».

– *Sur la violence*: « Dans mon pays, la Grande-Bretagne, le fait est que lorsque les femmes dirigent la vie politique cela ne semble pas toujours signifier qu'elles protègent les femmes et la vie. Le contraire peut probablement être prouvé, mais certainement pas dans les années 1980. Je voudrais aussi signaler un nouveau phénomène, celui de l'implication de la femme dans la violence, de la femme qui contribue à "faire violence". Il est très important d'avoir commencé à parler des femmes comme victimes de la violence, mais je pense que le paradoxe de notre rapport avec la violence est très complexe. Je voudrais pouvoir être sûre que les résolutions prises par les femmes, en particulier lorsqu'elles occupent des positions de pouvoir ou de gouvernement, protègent toujours la vie. Il serait intéressant de pouvoir écouter quelques témoignages sur le type de compromis auxquels il faut aboutir, non dans les espaces où nous pouvons clairement affirmer nos principes, mais dans les contextes où nous devons faire des choix difficiles et prendre des décisions difficiles. Une petite affirmation du Saint-Père,

dans son splendide Message pour la Journée Mondiale de la Paix 1996, m'apporte un peu de réconfort. Il dit que la personne est confiée de façon spéciale aux femmes, *mais pas seulement* à elles. Je crois qu'il s'agit d'un avertissement important car ce n'est que d'un rapport renouvelé entre les femmes et les hommes que peuvent naître une nouvelle sollicitude et un nouveau type de responsabilité envers la vie. Dans le cas contraire, nous ne ferons rien d'autre que de rétablir, bien que d'une manière différente, des situations problématiques du passé ».

Mary Ann Glendon clôt le débat: « Il existe de nombreux liens entre les questions soulevées et je tiens à expliciter ce qui était implicite dans certaines d'entre elles. Je me réfère plus particulièrement à la question de la pauvreté et à celle des quotas qui, de fait, conditionnent la représentation des femmes dans la vie publique. A mon avis, habituellement la question n'est pas posée correctement. Je voudrais tenter de la reformuler de la façon suivante: actuellement, on peut affirmer que dans de nombreux pays, et pour les femmes sans enfant, les possibilités sont exactement les mêmes que celles des hommes. Les salaires sont égaux, de même que les chances. On peut également affirmer que dans de nombreux pays, et avec une certaine catégorie de femmes, le mouvement de libération de la femme s'est essoufflé. Mais que se passe-t-il dans la vie publique et économique pour les hommes et les femmes qui ont des enfants? Pour les hommes et les femmes qui ont décidé de consacrer une part importante de leur vie à la famille? Ils sont sous-représentés dans la vie politique et économique. Je crois qu'il faut souligner qu'il ne s'agit pas simplement d'une question de justice qui touche les femmes ou les mères et les pères, mais d'une question – sans doute la plus grave – qui concerne la société tout entière. En effet, si ce sont toujours ceux qui appartiennent à ce que je qualifie d'«élites modernistes» (homme-femme, premier monde-tiers monde) qui font de la politique, ceux qui régèneront la société seront toujours désavantagés, à savoir les hommes et les femmes qui élèvent les futurs citoyens et qui passent toujours derrière les autres types de cellules familiales. Or, les mères et les pères qui éduquent bien leurs enfants rendent un service important à la société et nos sociétés doivent commencer à reconnaître et à compenser ce service de façon tangible.